

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le **16 FEV. 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28 janvier 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Pechiney Bâtiment**

Rio Tinto Héritage Industriel – 725 rue Aristide Bergès BP 7  
38 341 Voreppe

Références : 20250128-RAP-InspectionDechargeChedde  
Code AIOT : 0006104656

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 janvier 2025 dans l'établissement Pechiney Bâtiment implanté CHEDDE 74 190 Passy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Pechiney Bâtiment
- CHEDDE 74 190 Passy
- Code AIOT : 0006104656
- Régime : Autorisation – Non Seveso – non IED

Le site industriel, au lieu-dit Chedde sur la commune de Passy, en bordure de l'Arve et du viaduc des Egratz, est en activité depuis 1896. Il a accueilli des productions très diversifiées : chlorates de sodium et de potassium, carbure de calcium, aluminium, graphite, ferroalliages, magnésie, perchlorates... ainsi qu'une décharge. L'établissement a été exploité par plusieurs sociétés en fonction des productions réalisées et des restructurations des groupes industriels. Enfin, précisons que durant la Première guerre mondiale, l'Armée française a produit sur le site des explosifs perchloratés.

Aujourd'hui l'ancienne usine est occupée par la société SGL Carbon qui y fabrique des produits en graphite et par une société de travaux publics. L'ancienne décharge est quant à elle inoccupée, comme décrit plus bas.

En 2017, une pollution en ions perchlorate a été découverte dans la nappe du Genevois, conduisant à la fermeture de plusieurs puits d'alimentation en eau potable dans le canton de Genève. Les investigations réalisées à la suite de cette découverte ont permis d'identifier plusieurs sources potentielles de perchlorate, parmi lesquels le site industriel de Chedde Passy.

Précisons que les installations de productions de perchlorate ont été arrêtées définitivement en 1990 et que la décharge a été mise en sécurité en 2000, principalement par sa couverture et la mise en place d'enrochements à sa base. Compte tenu des différentes sociétés qui se sont succédé sur le

site de Chedde et des restructurations intervenues, les ayants droits des derniers exploitants sont :

- la société ARKEMA pour les installations de production,
- la société Pechiney Batiment pour l'ancienne décharge.

Par arrêtés du 6 avril 2018, le préfet a prescrit à chacune de ces deux sociétés et pour l'emprise qui les concerne, des études visant à évaluer l'impact de leurs anciennes activités. Les arrêtés précités prescrivent également la surveillance des eaux souterraines dans l'environnement du site industriel.

La République et Canton de Genève ainsi que les Services Industriels de Genève ont engagé une requête en référé auprès du Tribunal administratif de Grenoble le 15 octobre 2021 à l'encontre de l'État français pris en la personne du préfet de la Haute-Savoie, de la société ARKEMA France et de Pechiney Batiment. La procédure est motivée par le fait que le site industriel de Chedde Passy constitue une origine potentielle des ions perchlorate découverts dans la nappe du Genevois. Une expertise a été ordonnée par le tribunal administratif de Grenoble le 26 janvier 2022 afin de déterminer les enjeux sanitaires et les responsabilités de cette pollution.

La présente inspection a porté exclusivement sur l'ancienne décharge et s'inscrit dans le cadre des missions de la DREAL d'inspection des installations classées. Son objectif était d'examiner le suivi de la mise en sécurité de l'installation et les modalités d'application de certaines dispositions réglementaires qui lui sont applicables.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

**2-1) Introduction** – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats** – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Points de contrôle	Références réglementaires	Propositions de suites	Propositions de délais
3	Cessation d'activité	Décret du 21/09/1977, art.34.1 – Alinéa I	Demande d'action corrective	3 mois
4	Études de sols	AP Complémentaire du 06/04/2018, art.6		6 mois

**Fiches de constats ne faisant pas l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 06/04/2018, article 7.2 à 7.4
2	Analyses au sein de la décharge	Arrêté Préfectoral du 06/04/2018, article 3

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

Au vu des constats et des éléments précités, nous demandons à l'exploitant de conduire les actions suivantes :

Sous un délai de 3 mois :

- transmettre un programme de travaux destiné à remodeler la surface de la décharge dans les conditions initiales, de manière à assurer un drainage efficace,
- transmettre les documents établis en 2024, suite aux actions de surveillance des berges de l'Arve et des enrochements de la décharge recommandées par ANTEA dans son rapport A80544/A intitulé « État initial des conditions de stabilité des talus et des protections hydrauliques »,
- transmettre une évaluation de l'efficacité actuelle de la couverture de la décharge afin de déterminer, le cas échéant, comment a évolué son caractère imperméable. Cette étude pourra notamment se fonder sur la recherche, dans les eaux souterraines, de substances pouvant jouer le rôle de traceurs ou sur un bilan hydrique,
- transmettre une étude de crue utilisant les dernières données disponibles et concluant sur le caractère satisfaisant ou non des dispositions mises en œuvre sur la décharge, notamment concernant les enrochements,

Sous un délai de 6 mois :

- avoir achevé le programme de travaux de remodelage précité,
- transmettre une étude relative à la gestion des eaux sur l'emprise de l'allée en galet en limite nord du site. Cette étude devra en particulier identifier l'origine des eaux convergeant vers cette emprise, évaluer les possibilités d'infiltration de ces eaux ainsi que les conséquences potentielles de ces infiltrations. L'étude proposera des dispositions visant à exclure ou, à défaut, à limiter ces infiltrations en amont de la décharge,
- proposer des dispositions d'élimination de la renouée du Japon ne portant pas atteinte à l'efficacité de la couverture,
- proposer des dispositions de surveillance de l'ancienne décharge afin de s'assurer dans le



temps de l'efficacité de la couverture vis-à-vis de la percolation des eaux météoriques et des risques de crues.

- Au vu de l'ensemble des informations communiquées, réexaminer la pertinence de la réalisation d'une IEM et d'un plan de gestion, objet de l'article 6 de l'arrêté préfectoral PAIC-2018-0042 du 6 avril 2018. La réponse devra être motivée par des éléments techniques, prenant notamment en compte les résultats de la surveillance des milieux et, le cas échéant, comprendre un programme d'investigations complémentaires accompagné d'une proposition de calendrier de réalisation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/04/2018, article 7.2 à 7.4
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Réalisation des campagnes trimestrielles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>7.2 – Fréquence</b> – La surveillance des eaux s'effectue à fréquence trimestrielle dans un premier temps, pour une durée minimale d'un an. La fréquence pourra être allégée ultérieurement au regard des résultats et des enjeux, sur demande justifiée transmise à la DREAL.</p> <p><b>7.3 – Points de mesure</b> – Concernant les eaux souterraines : pour la première campagne trimestrielle, l'exploitant procède à l'échantillonnage et au relevé des hauteurs piézométriques des 4 ouvrages existants de surveillance de l'ancienne décharge (PZ1, PZ20, PZ30, PZ40) ; ces mesures sont ensuite réalisées également sur les piézomètres complémentaires prescrits à l'article 4.</p> <p>Les recommandations du fascicule technique FD X 31-615 devront être suivies.</p> <p>Le nombre des ouvrages investigués pourra être allégé ultérieurement au regard des résultats et des enjeux, sur demande justifiée transmise à la DREAL.</p> <p>Concernant les eaux superficielles, les eaux de l'Arve sont prélevées en 3 points : amont immédiat de la décharge, aval immédiat de la décharge, amont de Sallanches (en aval de la reconnexion entre les eaux souterraines et l'Arve).</p> <p>Les prélèvements sont réalisés le même jour sur l'ensemble des points et de manière coordonnée avec la société ARKEMA FRANCE. Le débit de l'Arve à Sallanches le jour des prélèvements sera relevé sur la base publique <a href="http://www.hydro.eaufrance.fr">http://www.hydro.eaufrance.fr</a>.</p> <p><b>7.4 -Paramètres mesurés</b> – Les échantillons d'eau prélevés font l'objet d'analyses par un laboratoire agréé par le ministère de l'Environnement. Les paramètres suivants sont analysés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• conductivité, pH,</li> <li>• fer, chrome total, chrome hexavalent, fluor, aluminium, manganèse,</li> <li>• chlorates (seuil de quantification <math>\leq 2 \mu\text{g/L}</math>), perchlorates (seuil de quantification <math>&lt; 0,1 \mu\text{g/L}</math>),</li> <li>• nitrates, ammonium, cations et anions majeurs (sodium, calcium, potassium, chlorures...),</li> <li>• autres paramètres pertinents déterminés par les études prescrites par le présent arrêté.</li> </ul> <p>Au vu des résultats, la liste des paramètres surveillés pourra être modifiée après avis de la DREAL.</p> <p><b>Constats :</b> La surveillance des eaux souterraines et superficielles dans l'environnement du site a été prescrite pour partie à Arkema et pour partie à Pechiney Bâtiment par arrêtés préfectoraux du 6 avril 2018. Elle est réalisée intégralement par Arkema qui communique les résultats à la DREAL. L'exploitant nous a indiqué que Pechiney Bâtiment allait, à partir du 4<sup>e</sup> trimestre 2024, réaliser la partie de la surveillance qui lui était prescrite et que les résultats de la campagne du 4<sup>e</sup> trimestre nous seraient communiqués dans les jours à venir. Par ailleurs, nous avons constaté le bon état</p>

extérieur des piézomètres PZ1, PZ20, PZ30, PZ40 PZ50 et PZ60 représentés sur le plan en annexe.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Analyses au sein de la décharge

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/04/2018, article 3

**Thème :** Risques chroniques, Résultats des analyses

**Prescription contrôlée :** À l'échéance du 7 juillet 2018, et après avis de la DREAL, l'exploitant fait réaliser des investigations et des analyses au sein des matériaux constitutifs de la décharge, afin d'identifier et de localiser d'éventuelles « sources-sol » à l'origine des perchlorates détectés dans les eaux souterraines.

Des tests de lixiviation sont par ailleurs réalisés afin d'identifier la présence d'autres substances susceptibles d'être mises en solution et relarguées vers le milieu naturel.

Toutes dispositions sont prises pour éviter que les matériaux excavés dans ce cadre soient à l'origine d'une dispersion d'éléments polluants dans l'environnement, sous l'effet du vent ou des précipitations.

Ces matériaux sont remis en place à l'issue des investigations. La couverture des déchets est remise en état au droit des fouilles dans les meilleurs délais.

Un rapport présentant les résultats de ces investigations est transmis à la DREAL à l'échéance du 7 septembre 2018.

**Constats :** En introduction, il est rappelé que le rapport Ramboll FRRIOCH002-R1 dans sa version 2 du 23 octobre 2018 précise que 5 sondages ont été réalisés et présente les résultats suivants :

- teneur maximale : 15.70 mg/kg sur lixiviats dans les déchets,
- teneur maximale : 51.70 mg/kg sur brut dans les sol sous-jacents.

Il apparaît que les résultats dans les déchets de la décharge sont inférieurs mais du même ordre de grandeur que ceux trouvés dans les sols sous-jacents.

L'exploitant a rappelé lors de la visite que ces faibles teneurs dans les déchets traduisent l'absence de déchets spécifiques à la production de perchlorate, confirmant les données historiques.

Le rapport précise par ailleurs que « Après réalisation, tous les sondages ont été rebouchés par un mètre d'argile gonflante (type bentonite), les cuttings puis un bouchon argileux. Le mètre d'argile gonflante en fond ouvrage a permis d'isoler le terrain naturel des cuttings utilisés en remblaiement. Les cuttings restants ont été stockés dans des big-bags siglés amiante, en attendant d'être évacués. »

Nous n'avons constaté aucune trace de sondage, le sol étant recouvert de terre et végétalisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Remise en état d'une installation classée après cessation d'activité

**Référence réglementaire :** Décret du 21/09/1977, article 34.1 Alinéa I

**Thème :** Risques chroniques, Imperméabilité de la couverture de la décharge

**Prescription contrôlée :** I. Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant remet son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée.

Le préfet peut à tout moment imposer à l'exploitant les prescriptions relatives à la remise en état du site, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article 18 ci-dessus.

### Constats :

**Rappel des actions réalisées** – La Société PEM a élaboré un projet de réhabilitation du site, daté du 23 août 1996, dont les phases principales étaient les suivantes :

- remodelage du crassier, avec façonnage de pentes fortes (4,9% à 14,4%) de manière à assurer un drainage efficace,
- reprofilage des talus à 2 pour 1 sous contrôle d'un géomètre expert,
- réalisation d'un enrochement de protection de talus, de manière à résister à la crue centennale (selon étude de la Société MECASOL)
- compactage de l'ensemble de la surface du crassier,
- mise en place d'une couche de transition, entre l'enrochement et les matériaux du crassier afin d'éviter la migration de fines au travers de l'enrochement
- mise en place de 0,60 m de tout venant drainant sur la surface compactée
- mise en place de 0,80 m de terre végétale en couverture finale
- végétalisation du site en collaboration avec l'ONF et l'INRA.

Ce projet a fait l'objet d'une étude de modélisation par la société ATE, datée de novembre 1997. À partir des modalités de la remise en état de la décharge, de sa géométrie, des caractéristiques des matériaux de couverture utilisés et des données météorologiques, cette étude conclut que « Les flux d'eau qui s'infiltrent au sommet de la décharge transitent par l'épaisseur de terre végétale puis sont drainés latéralement par la couche sablo-graveleuse perméable pour aboutir, de chaque côté de la décharge, au niveau des épaulements et du sol naturel en place où l'infiltration se produit doucement pour atteindre, en profondeur, la nappe phréatique. » Elle précise également que « les hypothèses de calcul mettent en évidence le rôle particulièrement important de la partie sommitale du dépôt, touchée par les travaux de remodelage. Les caractéristiques de perméabilité qui ont pu lui être attribuées lui confère une fonction de couverture très peu perméable. » Enfin, elle émet des recommandations de mise en oeuvre de cette couverture.

Ce projet a également fait l'objet d'un avis de M. Jean-Paul RAMPNOUX, hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique pour le département de la Haute Savoie, daté du 9 novembre 1998, concluant à un avis favorable à la poursuite du projet de réhabilitation. Il formulait également des demandes portant sur :

- la réalisation soignée des travaux d'étanchéification et le respect des dispositions prévues,
- les modalités de surveillance des eaux souterraines,
- la clôture du site.

Les travaux ont été achevés en 2000.

En 2015, une visite de la société ANTEA relative à la surveillance des aménagements, notamment suite à la crue de mai 2015, a donné lieu à un rapport référencé A80544/A et intitulé « État initial des conditions de stabilité des talus et des protections hydrauliques » transmis le 30 janvier 2017.

Ce rapport conclut, sur la base d'une expertise visuelle, à l'absence de désordre significatif et recommande :

- la surveillance de l'évolution des enrochements 1 fois tous les 2 ans ainsi qu'après chaque crue décennale,
- l'entretien annuel de la végétation a minima afin de supprimer le développement d'arbustes sur la couverture et dans les enrochements. Par ailleurs, cet entretien permettra d'identifier les besoins de réparation annexes (clôtures, nettoyage de la tranchée drainante périphérique...),
- la surveillance de l'évolution des berges de l'Arve pour prévenir tout phénomène d'érosion régressive vers la décharge.

**Questions actuelles** – Les études et les travaux ont été réalisés il y a plus de 20 ans. En conséquence, des évolutions sont susceptibles d'être intervenues, concernant notamment :

- l'efficacité de la couverture,
- les données météorologiques prises en compte par ATE en 1997,
- les données relatives aux crues.

L'exploitant nous a indiqué qu'il mettait en oeuvre les mesures préconisées par ANTEA dans son rapport de 2015 et en particulier :

- qu'il surveillait l'évolution des enrochements et des berges de l'Arve une à deux fois par an ainsi qu'après chaque crue décennale et que ces contrôles étaient tracés,
- qu'il entretenait la végétation.

Lors de l'inspection, nous avons constaté :

- que la végétation était entretenue,
- la présence de quelques « bosquets » de renouée du Japon. L'exploitant nous a indiqué qu'il cherchait une solution pour traiter cette espèce invasive dans la mesure où la fauche était susceptible de la répandre et que l'arrachage était susceptible de dégrader la couverture du site sans garantie de son éradication,
- que la couverture était en bon état,
- la présence d'une allée en galets de largeur approximative d'un mètre au nord de la décharge, hors de l'emprise des déchets, en limite du site de la société SGL Carbon,
- la présence d'une « flaque d'eau » d'environ 15 mètres de long sur 5 de large, vraisemblablement due aux pluies récentes.

**Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :** Au vu des constats et des éléments précités, nous demandons à l'exploitant de conduire les actions suivantes :

Sous un délai de 3 mois :

- transmettre un programme de travaux destiné à remodeler la surface de la décharge dans les conditions initiales, de manière à assurer un drainage efficace,
- transmettre les documents établis en 2024, suite aux actions de surveillance des berges de l'Arve et des enrochements de la décharge recommandées par ANTEA dans son rapport A80544/A intitulé « État initial des conditions de stabilité des talus et des protections hydrauliques »,
- transmettre une évaluation de l'efficacité actuelle de la couverture de la décharge afin de déterminer, le cas échéant, comment a évolué son caractère imperméable. Cette étude pourra notamment se fonder sur la recherche, dans les eaux souterraines, de substances pouvant jouer le rôle de traceurs ou sur un bilan hydrique,
- transmettre une étude de crue utilisant les dernières données disponibles et concluant sur le caractère satisfaisant ou non des dispositions mise en oeuvre sur la décharge, notamment concernant les enrochements,

Sous un délai de 6 mois :

- avoir achevé le programme de travaux de remodelage précité,
- transmettre une étude relative à la gestion des eaux sur l'emprise de l'allée en galet en limite nord du site. Cette étude devra en particulier identifier l'origine des eaux convergeant vers cette emprise, évaluer les possibilités d'infiltration de ces eaux ainsi que les conséquences potentielles de ces infiltrations. L'étude proposera des dispositions visant à exclure ou, à défaut, à limiter ces infiltrations en amont de la décharge,
- proposer des dispositions d'élimination de la renouée du Japon ne portant pas atteinte à l'efficacité de la couverture,



<ul style="list-style-type: none"> <li>proposer des dispositions de surveillance de l'ancienne décharge afin de s'assurer dans le temps de l'efficacité de la couverture vis-à-vis de la percolation des eaux météoriques et des risques de crues.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Études de sols

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/04/2018, article 6
<b>Thème :</b> Risques chroniques, IEM et plan de gestion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Interprétation de l'état des milieux</u> – Le cas échéant, et en fonction des résultats des études susmentionnées et des responsabilités respectives qui auront pu être établies, l'exploitant remet à la DREAL, dans un délai de 3 mois à compter de la date de remise de l'étude hydrogéologique, une interprétation de l'état des milieux (IEM) réalisée par un bureau d'études certifié en sols pollués et conformément à la note ministérielle du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués et à la norme NF X 31-620.</p> <p>Dans ce cadre, les actions suivantes sont notamment réalisées au droit des usages de l'eau recensés dans le périmètre défini à l'article 5 du présent arrêté, élargi le cas échéant en fonction des résultats de l'étude hydrogéologique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Analyse des eaux au droit des usages, pour les polluants liés aux activités perchlorates,</li> <li>Vérification de la compatibilité entre la qualité des eaux et les usages.</li> </ul> <p><u>Plan de gestion</u> – En fonction des études susmentionnées et des responsabilités respectives qui auront pu être établies, l'exploitant remet à la DREAL à l'échéance du 7 janvier 2019 une première proposition de plan de gestion visant à maîtriser l'impact des pollutions identifiées au droit de l'ancienne décharge sur les milieux et usages à l'aval. Ce plan de gestion est réalisé par un bureau d'études certifié en sols pollués et conformément à la note ministérielle du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués et à la norme NF X 31-620</p> <p><b>Constats :</b> Par courrier du 15 juillet 2020, l'exploitant avait apporté les éléments de réponse suivants à partir des études réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« Il a d'abord été relevé dans l'Étude Historique que la décharge industrielle n'avait pas accueilli de déchets chloratés / perchloratés. Cette décharge était en effet utilisée pour accueillir divers déchets en lien avec les ateliers de production de l'aluminium tels que des blocs cathodiques de l'électrolyse de l'aluminium (brasques usées ou encore des scories de ferro-alliages ou blocs de laitier. »,</li> <li>« Les investigations environnementales réalisées au sein de la décharge industrielle et détaillées dans le Rapport d'Investigation ont ensuite permis de préciser la nature des résidus stockés dans ce dépôt et de confirmer qu'il s'agissait principalement de brasques usées et de produits issus du procédé d'électrolyse d'alumine et de scories et laitiers issus des activités de production de ferro-alliages. »,</li> <li>« Ce rapport d'investigation a également confirmé qu'aucune nappe perchée n'est présente dans le massif de résidus. »,</li> <li>« Enfin, il est indiqué dans l'Étude Hydrogéologique que "hydrauliquement parlant, la zone de la décharge, entièrement couverte, ne peut pas être le siège d'infiltrations significatives venant de la surface." »,</li> </ul> <p>et avait conclu que « dans ces conditions, les mesures prescrites par l'Arrêté Préfectoral à l'article</p>



6 et visant à la réalisation d'une interprétation de l'état des milieux liée aux impacts de l'ancienne décharge industrielle et, à plus forte raison, le plan de gestion n'ont plus d'objet. »

Au regard des demandes formulées en conclusion des fiches de constats 2 et 3, il apparaît que la nécessité d'établir un plan de gestion et une IEM pour l'ancienne décharge doit être réexaminée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** Nous demandons à l'exploitant de réexaminer la pertinence de la réalisation d'une IEM et d'un plan de gestion au regard des constats de la fiche 2 et des réponses attendues aux demandes concluant la fiche 3.

La réponse devra être motivée par des éléments techniques, prenant notamment en compte les résultats de la surveillance des milieux et, le cas échéant, comprendre un programme d'investigations complémentaires accompagné d'une proposition de calendrier de réalisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois



